

Art. 5. De Minister van Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 november 2011.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 4

[C – 2011/29619]

24 NOVEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'aide en milieu ouvert

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment l'article 44, modifié par le décret du 29 mars 2001, et l'article 47, modifié par les décrets du 29 mars 2001 et 1^{er} juillet 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'aide en milieu ouvert;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 15 mars 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juin 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juin 2011;

Vu l'avis n° 49.963/2/V du Conseil d'Etat, donné le 29 août 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis n° 50.376/4 du Conseil d'Etat, donné le 10 octobre 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le § 3 de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'aide en milieu ouvert, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 24 mars 2003, du 17 juin 2004, du 2 octobre 2008 et du 15 janvier 2009, est modifié comme suit :

« § 3. Complémentairement à sa mission principale définie au paragraphe 1^{er} et sans porter préjudice à celle-ci, le service peut développer une action spécifique extraordinaire, moyennant information préalable de l'Administration. La prolongation de cette action spécifique au-delà d'une phase expérimentale d'un an nécessite l'accord du Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions. »

Art. 2. A l'article 3, § 4, du même arrêté, la phrase « Néanmoins, le service s'assure, dans la mesure du possible, que les mesures sont prises pour que le jeune ne se mette pas en danger » est remplacée par « Néanmoins, le service veille à ce que le relais vers tout service approprié, tel que visé à l'article 36, § 2, 1°, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, soit assuré, notamment, afin d'éviter que le jeune ne se mette en danger ».

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est modifié comme suit :

« Après avoir examiné et traité la demande d'aide individuelle, le service oriente prioritairement le jeune et, s'il échet, sa famille, ses familiers ou l'instance de décision ou l'organisme visés à l'article 5, § 1^{er}, 3°, vers tout service approprié, tel que visé à l'article 36, § 2, 1°, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse. Il lui apporte, le cas échéant, le soutien nécessaire afin de lui permettre d'exercer ses droits et d'utiliser tout moyen d'interpellation. »

Art. 4. L'article 5 de l'arrêté est modifié comme suit :

« L'aide individuelle peut :

1° être sollicitée par le jeune, sa famille, ses familiers ou une personne proche du jeune;

2° être proposée par le service au jeune, sa famille ou ses familiers;

3° résulter d'une orientation par le conseiller de l'aide à la jeunesse, le directeur de l'aide à la jeunesse, le juge de la jeunesse, ci-après dénommées « instances de décisions », par le procureur du Roi ou par tout autre organisme amené à être en contact avec le jeune.

Dans tous les cas, le service décide avec le jeune si une aide est entreprise.

L'aide individuelle comprend le travail en réseau moyennant l'accord du jeune. Celui-ci s'inscrit dans le cadre du code de déontologie et, en particulier, du secret professionnel. »

Art. 5. L'article 6 est abrogé.

Art. 6. A l'article 6/1 sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « article 6/1 » sont remplacés par les mots « article 6 »;

2° l'article 6 est rédigé comme suit :

« Préalablement à toute aide individuelle, le service informe le bénéficiaire du cadre d'intervention spécifique, tel que défini aux articles 3 à 5.

Si une instance de décision en formule la demande et moyennant l'accord préalable du jeune, le service informe l'instance de décision, par simple notification, si une action d'aide est entreprise, poursuivie ou clôturée. »

Art. 7. L'article 8 est modifié comme suit :

« § 1^{er}. L'action communautaire repose nécessairement sur un diagnostic social de la zone d'action du service.

Ce diagnostic, actualisé au minimum tous les trois ans, se fonde, notamment, sur :

1° un travail d'analyse des demandes individuelles et collectives;

2° un travail d'analyse du milieu de vie des jeunes;

3° une réflexion concertée avec le Conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse en matière de prévention générale;

4° les avis exprimés par le Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse en matière de politiques de la jeunesse.

Le diagnostic social est présenté conformément à une grille définie par le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions.

§ 2. L'action communautaire implique un travail de concertation, notamment avec les services concernés par la jeunesse et, en particulier, le secteur de l'enseignement qui peut déboucher sur un partenariat ou une collaboration dans le respect des rôles respectifs des différents acteurs et du code de déontologie. »

Art. 8. L'article 9 est modifié comme suit :

« § 1^{er}. Sur base des éléments visés à l'article 8 et dans la mesure des besoins, le service :

1° développe des actions collectives avec les jeunes en interaction avec leur milieu de vie;

2° développe des actions collectives d'information au bénéfice des jeunes et de leur famille visant notamment le soutien à la parentalité;

3° relaie l'expression des jeunes, leurs besoins et leurs difficultés auprès des instances sociales, administratives et politiques et les interpelle si nécessaire.

§ 2. Les actions collectives avec les jeunes ont un caractère transitoire pour ceux-ci. Elles doivent, si nécessaire, les aider à rejoindre les structures existantes.

Les actions collectives doivent avoir comme objectif l'aide aux jeunes qui y participent, notamment en permettant non seulement d'établir un lien avec ces jeunes et leur environnement, mais aussi l'émergence d'une demande et l'identification des besoins.

Les actions collectives doivent avoir un caractère complémentaire par rapport aux activités existantes accessibles aux jeunes concernés.

§ 3. Dans le respect du § 2, le service peut, le cas échéant, participer à la création de structures nouvelles de manière transitoire et moyennant information de l'administration. »

Art. 9. L'article 15 est modifié comme suit :

« § 1^{er}. Le service doit être accessible notamment en dehors des heures de fréquentation scolaire.

Pour rencontrer les jeunes dans leur milieu de vie, le service peut utiliser tout lieu et toute modalité d'intervention dans les limites de la zone géographique et des modalités définies dans le projet pédagogique.

§ 2. Le service doit tenir un dossier relatif aux modalités et objectifs de l'aide individuelle apportée. Si l'aide, telle que définie à l'article 3, § 1^{er}, est entreprise, un dossier est ouvert par jeune. L'anonymat de ce dossier est garanti.

Les seules données relatives aux jeunes et à leur situation qui peuvent être transmises à l'Administration doivent être strictement rendues anonymes.

§ 3. Chaque action visée à l'article 9 doit faire l'objet d'un dossier qui établit qu'elle est conforme aux articles 7 et 8. Ces actions sont reprises dans le rapport annuel. »

Art. 10. Le § 5 de l'article 16 est abrogé.

Art. 11. A l'article 17 sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « visé à l'article 14, 4° » sont remplacés par les mots « visé à l'article 14, § 1^{er} »;

2° au point c) Service de catégorie 3, les mots « 1 licencié » sont remplacés par « 1 personne détentrice d'une licence ou d'un master. »

Art. 12. A l'article 18, § 1^{er}, les mots « visé à l'article 14, 4° » sont remplacés par les mots « visé à l'article 14, § 1^{er} ».

Art. 13. A l'article 19, les mots « visé à l'article 14, 4° » sont remplacés par les mots « visé à l'article 14, § 1^{er} ».

Art. 14. L'article 20 est abrogé.

Art. 15. A l'article 27, la dernière phrase « un des travailleurs sociaux peut être remplacé par un licencié » est complétée par « ou d'une personne détentrice d'un master ».

Art. 16. Il est inséré à la suite de l'article 29 du même arrêté un chapitre VIIIbis rédigé comme suit :

« CHAPITRE VIIIbis. – *Dispositions particulières relatives aux services spécialisés dans l'aide juridique à titre principal* »

Art. 17. Il est inséré dans le même arrêté un article 29bis rédigé comme suit :

« Article 29bis. Les services d'aide en milieu ouvert qui utilisent le droit comme outil principal d'intervention auprès des jeunes, de leur famille et familiaux, en lien avec leur environnement et la société répondent aux critères du présent arrêté. Cette modalité spécifique d'intervention est précisée dans l'arrêté d'agrément du service. »

Art. 18. Il est inséré dans le même arrêté un article 29ter rédigé comme suit :

« Article 29ter. Dans le respect des missions et principes du présent arrêté, le service a des missions spécifiques :

1° Dans son action individuelle, il dispense aux jeunes, à leur famille et familiaux, dans un langage adapté, une information juridique complète et adéquate, leur permettant de mieux comprendre leur environnement légal et social et ainsi de faire des choix et d'agir en connaissance de cause. Il accompagne les jeunes, leur famille et leurs familiaux qui le souhaitent dans les démarches juridiques et sociales, en les associant pleinement au processus d'aide. Il leur donne l'occasion de faire valoir leurs droits, y compris le cas échéant par voie judiciaire.

2° Dans le cadre de l'action communautaire, le service vise à améliorer le statut juridique et social des jeunes, notamment en favorisant ou relayant leur parole auprès des instances politiques et sociales ou en interpellant ces mêmes instances sur leur respect des droits fondamentaux des enfants, des jeunes et des familles.

3° Le service veille, lors de la résolution de situations individuelles ou par l'organisation de formations, de journées d'études, ou encore par la diffusion de publications, à partager ses connaissances spécifiques avec d'autres institutions relevant ou non du secteur de l'Aide à la Jeunesse. »

Art. 19. Il est inséré dans le même arrêté un article 29^{quater} rédigé comme suit :

« Article 29^{quater}. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel est allouée au service spécialisé dans l'aide juridique à titre principal sur la base des normes d'effectif suivantes :

1° Service de catégorie 1 : 3 fonctions à temps plein au total, soit :

- 1 directeur;

- 2 travailleurs sociaux, soit éducateur classe 1, soit assistant social, soit assistant en psychologie.

Une fonction de travailleur social peut être remplacée par une fonction de licencié ou master en droit.

2° Service de catégorie 2 : 4 fonctions à temps plein au total, soit :

- 1 directeur;

- 3 travailleurs sociaux, soit éducateur classe 1, soit assistant social, soit assistant en psychologie.

Une fonction de travailleur social peut être remplacée par une fonction de licencié ou master en droit.

3° Service de catégorie 3 : 5 fonctions à temps plein au total, soit :

- 1 directeur;

- 3 travailleurs sociaux, soit éducateur classe 1, soit assistant social, soit assistant en psychologie;

- 1 personne détentrice d'une licence ou d'un master en droit.

Art. 20. Il est inséré dans le même arrêté un article 29^{quinquies} rédigé comme suit :

« Article 29^{quinquies}. Outre la subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'article 14, § 1^{er}, le service bénéficie d'une subvention annuelle forfaitaire d'un montant de 8.076,00 € indexables pour l'exécution des missions spécifiques décrites à l'article 29^{ter}.

Cette subvention couvre les dépenses suivantes :

1° les frais de documentation et de formation juridique;

2° les dépenses liées à l'indemnisation d'avocats pour le paiement d'honoraires ainsi que les frais liés aux procédures, destinés à défendre les droits des jeunes.

La subvention annuelle provisionnelle plafonnée est liquidée à raison d'un douzième par mois.

La partie non utilisée ou non justifiée de la subvention fait l'objet d'un trop perçu récupérable. »

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Art. 22. Le Ministre qui a l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 24 novembre 2011.

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 4

[C – 2011/29619]

24 NOVEMBER 2011. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening in open milieu

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 44, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2001, en artikel 47, gewijzigd bij de decreten van 29 maart 2001 en 1 juli 2005;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening in open milieu;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 15 maart 2011;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 juni 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 23 juni 2011;

Gelet op het advies Nr. 49.963/2/V van de Raad van State, gegeven op 29 augustus 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies Nr. 50.376/4 van de Raad van State, gegeven op 10 oktober 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Paragraaf 3 van artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening in open milieu, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 maart 2003, 17 juni 2004, 2 oktober 2008 en 15 januari 2009, wordt gewijzigd als volgt :

« § 3. In aanvulling van zijn hoofdplicht bedoeld in § 1 en zonder eraan afbreuk te doen, kan de dienst een buitengewone specifieke actie ontwikkelen, mits voorafgaande mededeling aan het bestuur. De verlenging van deze specifieke actie verder dan een experimentele fase van één jaar vereist de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort. »

Art. 2. In artikel 3, § 4, van het besluit van 15 maart 1999 wordt de zin « De dienst zorgt er nochtans voor, voor zover mogelijk, dat maatregelen genomen worden zodat de jongere zich niet in het gevaar brengt » vervangen door de zin « De dienst zorgt nochtans, voor zover mogelijk, voor de verbinding met elke aangepaste dienst, zoals bedoeld bij artikel 36, § 2, 1°, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid zodat de jongere zich niet in het gevaar brengt ».

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Na de aanvraag om individuele hulpverlening te hebben onderzocht en behandeld, stuurt de dienst de jongere prioritair en, in voorkomend geval, zijn familie, zijn leefgenoten of de beslissingsinstantie of –instelling bedoeld bij artikel 5, § 1, 3°, naar elke aangepaste dienst zoals bepaald bij artikel 36, § 2, 1°, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd. Hij brengt hem, in voorkomend geval, de nodige steun zodat hij zijn rechten kan uitoefenen en elk interpellatiemiddel kan gebruiken. »

Art. 4. Artikel 5 van het besluit wordt gewijzigd als volgt :

« De individuele hulpverlening kan :

1° gevraagd worden door de jongere, zijn familie, zijn leefgenoten of een naaste persoon van de jongere;

2° aangeboden worden door de dienst aan de jongere, zijn familie of zijn leefgenoten;

3° het gevolg zijn van een oriëntatie door de adviseur van de hulpverlening aan de jeugd, de directeur van de hulpverlening aan de jeugd, de jeugdrechter, hierna « de beslissingsinstanties » genoemd, door de procureur des Konings of door elke andere instantie die in contact komt met de jongere. »

In overleg met de jongere, in elk geval, bepaalt de dienst of hulpverlening noodzakelijk is.

Met inachtneming van de plichtenleer en, in het bijzonder, het beroepsgeheim, omvat de individuele hulp verleend aan de jongere het werk in netwerk. »

Art. 5. Artikel 6 wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 6/1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « artikel 6/1 » worden vervangen door de woorden « artikel 6 »;

2° artikel 6 wordt opgesteld als volgt :

« Voorafgaandelijk aan elke individuele hulpverlening, brengt de dienst de begunstigde op de hoogte van het kader van het specifieke optreden, zoals bedoeld in de artikelen 3 tot 5.

Indien een beslissingsinstantie het vraagt en mits voorafgaande instemming van de jeugd, bericht de beslissingsinstantie, per eenvoudige kennisgeving, of een actie ondernomen, voortgezet of beëindigd wordt. »

Art. 7. Artikel 8 wordt gewijzigd als volgt :

« § 1. De gemeenschappelijke actie steunt noodzakelijkerwijze op een sociale diagnose van de actiezone van de dienst.

Deze diagnose wordt ten minste om de drie jaren bijgewerkt. Ze baseert zich op :

1° de analyse van de aanvragen om individuele en collectieve hulpverlening;

2° de analyse van het leefmilieu van de jongeren;

3° een gezamenlijke bedenking met de Arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd inzake algemene preventie;

4° de adviezen uitgebracht door de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd inzake jeugdbeleid.

De sociale diagnose wordt voorgelegd overeenkomstig een rooster bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort.

§ 2. De gemeenschappelijke actie steunt ook op het overlegwerk, inzonderheid met de diensten betrokken bij de jeugd en, in het bijzonder, de sector van het onderwijs die aanleiding kan geven tot een partnerschap of een samenwerking met inachtneming van de respectieve rollen van de verschillende acteurs en van de plichtenleer. »

Art. 8. Artikel 9 wordt gewijzigd als volgt :

« § 1. Op basis van de elementen bedoeld in artikel 8 en naargelang de behoeften :

1° ontwikkelt de dienst collectieve acties met de jongeren in interactie met hun leefmilieu;

2° ontwikkelt de dienst collectieve acties van informatie voor de jongeren en hun familie met het oog op de ondersteuning van ouderschap;

3° geeft de dienst de uitdrukking van de jongeren door, alsook hun behoeften en hun moeilijkheden bij de sociale, administratieve en politieke instanties en interpelleert ze indien nodig.

§ 2. De collectieve acties met de jongeren hebben een tijdelijk karakter voor hen. Ze moeten, indien nodig, hen helpen om zich bij de bestaande structuren aan te sluiten.

De collectieve acties moeten tot doel hebben de jongeren die eraan deelnemen hulp te verlenen, waarbij inzonderheid niet alleen een band kan worden gelegd met en tussen de jongeren en hun omgeving maar ook vragen tot uiting kunnen komen en behoeften kunnen worden vastgesteld.

Ze moeten ook een aanvullend karakter hebben ten opzichte van de bestaande activiteiten die toegankelijk zijn voor de betrokken jongeren.

§ 3. Met inachtneming van paragraaf 2, kan de dienst, in voorkomend geval, deelnemen aan de oprichting van nieuwe structuren op een tijdelijke wijze en mits mededeling aan het bestuur. »

Art. 9. Artikel 15 wordt gewijzigd als volgt :

« § 1. De dienst moet toegankelijk zijn inzonderheid buiten de schooluren.

Om de jongeren in hun leefmilieu te ontmoeten kan de dienst elke plaats en elke nadere regel voor het optreden gebruiken binnen de perken van de geografische zone en de nadere regels bepaald in het pedagogische project.

§ 2. De dienst moet een dossier bijhouden over de nadere regels en de doelstellingen van de verleende individuele hulp. Indien deze hulpverlening, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, wordt begonnen, wordt er een dossier per jongere aangelegd waarvan de anonimiteit wordt gewaarborgd.

De enige gegevens betreffende de jongeren en hun toestand die ter beschikking van de administratie kunnen worden gesteld, dienen strikt anoniem medegedeeld te worden.

§ 4. Elke actie bedoeld in artikel 9 moet het voorwerp uitmaken van een dossier dat bepaalt dat ze in overeenstemming is met de artikelen 7 en 8. Deze acties worden opgenomen in het jaarverslag. »

Art. 10. Paragraaf 5 van artikel 16 wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 17 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « bedoeld bij artikel 14, 4° » worden vervangen door de woorden « bedoeld bij artikel 14, § 1 »;

2° bij punt c) Dienst van categorie 3, worden de woorden « 1 licentiaat » vervangen door de woorden « 1 houder van een licentiaat of een master ».

Art. 12. In artikel 18, § 1, worden de woorden « bedoeld bij artikel 14, 4° » vervangen door de woorden « bedoeld bij artikel 14, § 1 ».

Art. 13. In artikel 19 worden de woorden « bedoeld bij artikel 14, 4° » vervangen door de woorden « bedoeld bij artikel 14, § 1 ».

Art. 14. Artikel 20 wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 27 wordt de laatste zin « een van de maatschappelijke werkers kan door een licentiaat vervangen worden » vervangen door de zin « een van de maatschappelijke werkers kan door een licentiaat of een houder van een master vervangen worden ».

Art. 16. Na artikel 29 van het besluit van 15 maart 1999 wordt een hoofdstuk VIIIbis, luidend als volgt, ingevoegd :
« HOOFDSTUK VIIIbis. — *Bijzondere bepalingen betreffende de gespecialiseerde diensten voor hoofdzakelijke rechtsbijstand* »

Art. 17. In hetzelfde besluit wordt een artikel 29bis, luidend als volgt, ingevoegd :

« Artikel 29bis. De diensten voor hulpverlening in open milieu die het recht gebruiken als hoofdinstrument voor hulpverlening aan jongeren, hun familie of leefgenoten, in verband met hun omgeving en de maatschappij, moeten aan de criteria van dit besluit voldoen. Deze nadere regel van hulpverlening wordt nader bepaald in het erkenningsbesluit van de dienst. »

Art. 18. Er wordt een artikel 29ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 29ter. Mits inachtneming van de opdrachten en de beginsels van dit besluit heeft de dienst specifieke opdrachten :

1° In zijn individuele actie deelt de dienst aan de jongeren, hun familie en hun leefgenoten, in een aangepaste taal, een volledige en geschikte rechtsinformatie, waarbij hun de mogelijkheid wordt geboden beter verstand te verkrijgen van hun wettelijke en maatschappelijke omgeving en aldus keuzes te maken en acties te ondernemen met kennis van zaken. Hij staat de jongeren, hun familie en leefgenoten die het vragen bij in hun rechtelijke en maatschappelijke ondernemingen met hun volle implicatie in het hulpverleningsproces. Hij geeft ze de gelegenheid hun rechten te laten gelden, met inbegrip, desgevallend, van de gerechtelijke weg.

2° In het kader van de gemeenschapsactie heeft de dienst tot doel het verbeteren van het juridische en maatschappelijke statuut van de jongeren, inzonderheid door hun inspraak te vergemakkelijken of door te geven bij de politieke en maatschappelijke instanties of via de interpellatie van dezelfde instanties over de inachtneming van de basisrechten van kinderen, jongeren en gezinnen.

3° Gedurende de oplossing van individuele toestanden of via de inrichting van opleidingen, studiedagen of verder via de verspreiding van publicaties, zorgt de dienst voor het mededelen van zijn specifieke kennis met andere instellingen die al dan niet onder de sector voor hulpverlening aan de jeugd ressorteren. »

Art. 19. Er wordt een artikel 29quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 29quater. De provisionele jaarlijkse toelage om personeelskosten wordt aan de dienst gespecialiseerd in hoofdzakelijk juridische hulpverlening toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelssterkte :

1° Dienst van categorie 1 : totaal 3 voltijdse betrekkingen, namelijk :

1 directeur;

2 maatschappelijke werkers, ofwel een opvoeder klasse 1, ofwel een maatschappelijk assistent, ofwel een assistent in de psychologie.

Een ambt van maatschappelijk werker kan door een ambt van licentiaat of master in de rechten vervangen worden.

2° Dienst van categorie 2 : totaal 4 voltijdse betrekkingen, namelijk :

1 directeur;

3 maatschappelijke werkers, ofwel een opvoeder klasse 1, ofwel een maatschappelijk assistent, ofwel een assistent in de psychologie.

Een ambt van maatschappelijk werker kan door een ambt van licentiaat of master in de rechten vervangen worden.

3° Dienst van categorie 3 : totaal 5 voltijdse betrekkingen, namelijk :

1 directeur;

3 maatschappelijke werkers, ofwel een opvoeder klasse 1, ofwel een maatschappelijk assistent, ofwel een assistent in de psychologie;

1 houder van een licentiaat of master in de rechten. »

Art. 20. In hetzelfde besluit wordt een artikel 29*quinquies*, luidend als volgt, ingevoegd :

« Artikel 29*quinquies*. Naast de forfaitaire toelage om werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit bedoeld bij artikel 14, § 1, geniet de dienst een forfaitaire jaarlijkse toelage voor een indexeerbaar bedrag van 8.076,00 euro voor de uitvoering van specifieke opdrachten omschreven bij artikel 29*ter*.

Deze toelage dekt de volgende uitgaven :

1° de documentatiekosten en de kosten voor de juridische opleiding;

2° de uitgaven in verband met de vergoeding van advocaten inzake erelonen alsook de kosten met betrekking tot de procedures, met als doel de verdediging van de rechten van de jongeren.

De provisionele jaarlijkse maximumtoelage wordt vereffend naar rata van één twaalfde per maand.

Het niet-gebruikte of niet-verantwoorde deel wordt beschouwd als een onverschuldigd bedrag dat teruggevorderd zal worden. »

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2012.

Art. 22. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 november 2011.

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2011/00854]

Hoofdcommissaris van politie. — Benoeming

Bij koninklijk besluit d.d. 5 december 2011, wordt de heer DANTINE, Roland, benoemd in de graad van hoofdcommissaris van politie met terugwerkende kracht vanaf 28 maart 2011.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2011/00854]

Commissaire divisionnaire de police. — Nomination

Par arrêté royal du 5 décembre 2011, M. Roland DANTINE, est nommé au grade de commissaire divisionnaire de police avec effet rétroactif au 28 mars 2011.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2011/206537]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 25 februari 2011, dat in werking treedt op 31 januari 2012, is Mevr. Verhofstadt, Ch., advocaat-generaal bij het arbeidshof te Gent, op haar verzoek, in ruste gesteld.

Zij kan haar aanspraak op pensioen laten gelden en het is haar vergund de titel van haar ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 13 maart 2011, dat in werking treedt op 31 januari 2012, is Mevr. Gollier, M., eerste substituut-arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbank te Brussel, op haar verzoek, in ruste gesteld.

Zij kan haar aanspraak op pensioen laten gelden en het is haar vergund de titel van haar ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 13 augustus 2011, dat in werking treedt op 31 januari 2012, is de heer Sacré, F., vrederechter van het kanton Sint-Jans-Molenbeek, op zijn verzoek, in ruste gesteld.

Hij kan zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2011/206537]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 25 février 2011, entrant en vigueur le 31 janvier 2012, Mme Verhofstadt, Ch., avocat général près la cour du travail de Gand, est admise à la retraite à sa demande.

Elle est admise à faire valoir ses droits à la pension et est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 13 mars 2011, entrant en vigueur le 31 janvier 2012, Mme Gollier, M., premier substitut de l'auditeur du travail près le tribunal du travail de Bruxelles, est admise à la retraite à sa demande.

Elle est admise à faire valoir ses droits à la pension et est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 13 août 2011, entrant en vigueur le 31 janvier 2012, M. Sacré, F., juge de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean, est admis à la retraite à sa demande.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.